

Sous le signe d'un bilan

Mustapha Harzoune



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/267>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.267

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2009

Pagination : 240-248

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « Sous le signe d'un bilan », *Hommes & migrations* [En ligne], 1278 | 2009, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/267> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.267>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Sous le signe d'un bilan

Mustapha Harzoune

La peur ou la cohésion sociale

- 1 Une femme incarne un peu de ce bilan. *Nord Éclair* rapporte sur son site, le 27 février, l'aventure qui vient d'arriver à Mme Monique Pouille, modeste mais active et respectable citoyenne de Norrent-Fontes, près de Béthune. Le 25 février, *"il est 7 h 45 du matin lorsque les policiers frappent à sa porte. 'Ils m'ont montré une carte, m'ont poussée dans le couloir pour pouvoir arriver avant moi dans la cuisine, [...] ils pensaient que j'hébergeais des réfugiés chez moi.'"* On peut imaginer le tact de la force publique quand elle s'engouffre chez vous à l'heure du petit déjeuner. Il faut dire que Monique Pouille est une militante de l'association Terre d'errance et, comme on ne se refait pas, elle *"a dans le cœur le soleil qu'elle n'a pas dehors"*. Non contente d'avoir été bénévole aux Restos du cœur, voilà que, depuis deux ans, *"cette femme de 59 ans, membre très active de la paroisse de Norrent-Fontes, apporte un soutien matériel de tous les jours" aux réfugiés. "Vêtements, nourriture, et du réconfort aussi. Mais si elle savait que 'aider des réfugiés, c'est interdit', elle était loin de s'attendre à se retrouver sous le coup d'une garde à vue."* Une garde à vue de neuf heures !
- 2 Le quotidien poursuit : *"Lors de l'interrogatoire, les questions des policiers font dire à Monique Pouille qu'elle était 'sur écoute' depuis plusieurs semaines. 'Ils m'ont répété des phrases qui n'avaient été prononcées qu'au téléphone.'" Pour "le père Delannoy, [...] membre de Terre d'errance, c'est la politique du chiffre qui prime. M. Besson a demandé qu'on intensifie la lutte contre les réseaux mafieux. Qui arrête-t-on ? Une simple habitante qui a un cœur d'or."*
- 3 Passés par pertes et profits de l'officiel bilan, il y a aussi ces Français qui ne supportent plus de voyager en cabine d'avion avec, derrière eux, des passagers que l'on cherche à dissimuler, menottés, et contraints de quitter le territoire national. Quand ils manifestent leur désaccord, c'est manu militari qu'on les expulse de l'appareil pour s'expliquer au poste ! Pierre Lauret fait partie de ces empêcheurs de voler en rond. LeMonde.fr du 20 février rappelait que *"le 16 décembre, Pierre Lauret, directeur de programme au Collège international de philosophie, était débarqué du vol aller [Kinshasa-Paris*

d'Air France] pour avoir posé trop de questions aux policiers de la PAF. Le 22 décembre, lors du vol retour, c'est au tour de ses collègues Sophie Foch-Rémusat et Yves Cusset de se voir arrêtés à leur arrivée à Roissy. M. Lauret doit comparaître le 4 mars pour 'opposition à une mesure de reconduite à la frontière et entrave à la circulation d'un aéronef'. Le 2 janvier, dans *Le Monde*, Seloua Luste Boulbina s'interroge : "Témoigner contre une expulsion forcée est-il un délit ? [...] La question que l'inculpation de Pierre Lauret [...] soulève est celle, cruciale, du témoin. Il n'y a pas de témoin aveugle et silencieux. L'individu ou la foule qui laisse faire sans mot dire consent : l'histoire, on le sait, l'a amplement montré."

- 4 Ces "réactions de solidarité ou d'indignation parmi des passagers", selon les termes d'Amnesty International, sont de plus en plus communes, alors même que les chiffres réels de reconduites à la frontière sont en baisse. "Selon le rapport du comité interministériel de contrôle de l'immigration, les arrêtés de reconduite à la frontière et obligation de quitter le territoire ont augmenté (64 609 à 97 034 entre 2006 et 2007), mais les reconduites réelles ont chuté (16 616 contre 13 707)." (*LeMonde.fr*, 20 février.)
- 5 Les libertés publiques seraient-elles en danger ? Corinne Lepage exprime son "sentiment d'inquiétude" dans sa chronique hebdomadaire sur France Culture du 9 mars dernier. "Je crains que nous nous retrouvions dans un système qui ne soit plus très républicain, la peur servant dans ces périodes de chômage croissant à calmer les velléités de réactions des uns et des autres..."
- 6 Et l'ex-ministre de l'Environnement, avocate, écologiste et vice-présidente du Modem d'égrener : les réformes de l'audiovisuel public, la disparition des juges d'instruction "sans aucun accroissement de l'autonomie des parquets", la nomination de M. Payrol, le vote de la loi Hadopi, l'affaire Edvige "qui ne doit pas occulter le fait qu'il existe 45 fichiers contre 34 en 2006, sachant qu'une douzaine sont en préparation"...
- 7 "Dès lors, de quelque côté qu'on se tourne, [...] non seulement il n'y a pas de progrès mais on a le sentiment que des acquis sont remis en cause. Alors que la crise devrait être un accélérateur de liberté individuelle pour améliorer la coopération, la solidarité, promouvoir l'imagination notamment dans le domaine économique. Alors que la démocratie, et parce que nous sommes en difficulté, est le meilleur moteur de mobilisation et de cohésion nationales, ce choix lourd de conséquences en termes politiques risque de se révéler particulièrement contre-productif, excluant notamment toute idée de cohésion nationale."
- 8 La "peur" serait le maître mot de la politique présidentielle. En matière d'immigration, France Terre d'Asile dénonce "la prééminence du répressif sur le social [et] relève que le ministre s'est 'acquitté sans état d'âme apparent d'une mission très idéologique' visant à rassurer la partie de l'opinion publique 'la plus frileuse, la plus proche de l'extrême droite, la plus hostile à la diversité, et à la convaincre que l'immigration était sous contrôle'". (*LeMonde.fr*, 13 janvier.) Du moins en donner l'impression...
- 9 Le 13 janvier, Brice Hortefeux présentait son bilan, décliné en quatre temps : expulsions, Pacte européen, accords bilatéraux et filières démantelées. Pour l'intégration, on attendra Éric Besson.

Un bilan en forme d'autosatisfecit

- 10 "Je suis fier de faire respecter et appliquer la loi", dixit Brice Hortefeux, qui "a présenté aujourd'hui le bilan de son année [...]. Avec 29 796 reconduites à la frontière en 2008, Brice

Hortefeux a dépassé l'objectif des 26 000 qui lui avait été fixé [...]. En seulement un an, le nombre 'd'éloignements' a bondi de 28,5 %". (LeFigaro.fr, 13 janvier.)

- 11 "Son bilan de l'année, supérieur aux prévisions, témoigne, selon le ministre, 'd'une évolution très importante' : celle de 'la hausse spectaculaire des retours volontaires', qui représentent 'plus du tiers (10 072) du total (29 796), soit une augmentation de 204 % par rapport à 2007'." "Des chiffres, note le journal, qui concernent pour beaucoup des citoyens originaires de Roumanie et de Bulgarie, mais aussi d'autres ressortissants européens, pas nécessairement en situation irrégulière." "C'est une rupture", a expliqué le ministre. "Notre action est chaque jour davantage comprise par les immigrés eux-mêmes", a-t-il poursuivi, précisant que "pour la première fois depuis une génération, le nombre de clandestins a commencé à décroître en France".
- 12 Et le quotidien de citer le ministre : "Nous nous sommes attaqués aux passeurs, aux fraudeurs, aux marchands de sommeil. En tout, 4 314 interpellations, soit une hausse de 24 % par rapport à l'an passé. Parmi elles, 1 200 passeurs et 861 marchands de sommeil." L'année 2008 aurait été un grand cru en matière d'immigration "choisie" : "l'immigration familiale a [...] 'baissé de 10,6 % par rapport à 2007', alors que l'immigration professionnelle est en hausse. Elle représentait '14 % des entrées en 2007' et 'devrait atteindre 20 % en 2008', a jugé le ministre", au conditionnel.
- 13 Satisfaction aussi quant aux accords bilatéraux signés et au Pacte européen "adopté à l'unanimité des Vingt-sept". "Deux résultats concrets qui font dire au ministre qu'il a rempli sa mission." Sur ces accords signés avec le Sénégal, le Gabon, la République du Congo, le Bénin, la Tunisie, l'île Maurice et le Cap-Vert, Libération du 12 janvier écrit curieusement : "Ce que le ministre ne dit pas, c'est qu'aucun n'a encore été ratifié par le Parlement." Dans LeMonde.fr du même 12 janvier, Laurent Giovannoni, de la Cimade, retient "le refus du principal pays, le Mali". Pour le même journal, en date du 2 janvier, "Hortefeux veut un accord avec le Mali pour expulser à l'aise. [...] Sauf que le Mali a, en l'occurrence, beaucoup à perdre. Chaque année, les quelque 200 000 Maliens de France, qu'ils soient en situation régulière ou irrégulière, envoient 180 millions d'euros au pays".

Tripatouillage statistique

- 14 Bien sûr, les critiques ne se firent pas attendre. Déjà, le 9 décembre, Catherine Coroller, dans Libération, citant un rapport du Sénat, expliquait : "Sur les 10 577 retours à la frontière enregistrés fin octobre 2008, les retours volontaires 'traditionnels' se limitaient à seulement 1 867 [...]. Ils sont en stagnation depuis 2006. L'augmentation en flèche du nombre de reconduits volontaires s'explique par les 8 710 reconduites enregistrées dans le cadre de retours humanitaires. Ces derniers, détaille le rapport, concernent en très grande partie des Roumains (7 028) et des Bulgares (834)." Patrick Weil, le 13 janvier, ne dit pas autre chose : "Les chiffres de reconduites à la frontière ont été gonflés artificiellement depuis un an par l'augmentation exponentielle des retours volontaires, notamment de Roumains et de Bulgares." Or, "les reconduites vers la Roumanie ou la Bulgarie n'empêchent pas les personnes de revenir dès le lendemain en France puisqu'elles n'ont pas besoin de visa. Je vous laisse juge de l'efficacité d'une telle politique". (Reuters.) Précision : ces aides au retour humanitaires s'élèvent à 300 euros. Mais peu chaut au ministre ces considérations : "Il n'y a pas de bonnes ou mauvaises reconduites, la loi s'applique à chacun, qu'il soit européen ou africain." (LeMonde.fr du 13 janvier.) Un fait demeure : quelque 8 000 des 10 072 aides au retour concernent des citoyens européens bénéficiant de la liberté de circulation...

- 15 Le Sénat, lors de l'examen du budget 2009, a évalué le coût d'une expulsion à 20 970 euros. Aussi, pour les quelque 20 000 étrangers expulsés, *"un sénateur chiffre à 415 millions d'euros le coût de la lutte contre l'immigration clandestine"* (Sud-Ouest, 3 janvier). Les sénateurs préconisaient au ministre de l'Immigration de développer plutôt l'aide au retour volontaire, moins coûteuse pour les contribuables...
- 16 Le 9 février, Catherine Coroller revient, sur son blog Hexagone, sur le rapport de décembre 2008 du comité interministériel de contrôle de l'immigration sur les orientations de la politique de l'immigration publié par la Documentation française :
- 17 *"On apprend que 27 511 étrangers entrés illégalement en France ont obtenu un titre de séjour en 2007 (contre 31 741 en 2006). Or, en 2007, 24 000 sans-papiers ont été expulsés. Conclusion : cette année-là, le stock des clandestins a augmenté de 3 511 personnes. Où est la diminution ?"* interroge la journaliste. On attend de connaître le nombre d'étrangers entrés illégalement qui ont, eux aussi, obtenu un titre de séjour en 2008.
- 18 Enfin, Cédric Mathiot rapportait dans *Libération*, toujours le 13 janvier : *"Christophe Bertossi, politologue et directeur du programme de recherche Migrations, identités, citoyenneté, livrait ce week-end dans Libération cette estimation : en France, la population d'irréguliers continuerait d'augmenter par an de... 50 000 à 100 000..."* Alors ?
- 19 Le nombre de clandestins a-t-il réellement commencé à décroître ?
- 20 Pour Patrick Weil, *"il faut des règles, bien sûr, mais il faut aussi penser aux intérêts des individus. Accompagner leur désir de migration ou de retour est plus intelligent que de vouloir contrôler chacun de leurs mouvements"*. Prié d'avancer quelques propositions, Patrick Weil recommande de développer *"le droit à l'aller-retour"* (Reuters, 12 janvier). C'est ce que dit Catherine Wihtol de Wenden, du CERI, dans *Le Monde* du 8 janvier : *"Pour éviter la sédentarisation, les pays du Nord continuent de développer des politiques d'aide au retour et de codéveloppement. Mais la circulation fonctionne d'autant mieux que les migrants acquièrent un vrai statut de résidents, des titres de séjour à entrées multiples ou la double nationalité. Plus les frontières leur sont ouvertes, plus ils circulent."*
- 21 Après avoir montré, contrairement aux dires du ministre, que l'immigration familiale *"a connu une remarquable stabilité"*, côté immigration professionnelle, Laetitia van Eeckhout, dans *Le Monde* du 17 février, affirme qu'elle *"n'atteint pas 20 % des entrées, comme l'a assuré [au conditionnel] M. Hortefeux. En fait le ministère a changé le mode de calcul. D'abord, le chiffre des 44 679 titres de séjour pour 'motif professionnel' comprend les travailleurs venus des nouveaux États membres de l'UE. De plus, il intègre les saisonniers et les travailleurs temporaires, que les statistiques officielles de l'immigration professionnelle ne comptaient pas jusqu'alors. [...] Si l'on s'en tient aux travailleurs permanents venus s'installer, la part de l'immigration professionnelle progresse certes, mais n'atteint encore que 11 % du total en 2008"*.

L'intégration : l'oubliée du bilan

- 22 Dans Bakchich.info, le 9 décembre 2008, Anaëlle Verzaux écrit : *"La part [du] budget consacrée aux retours aux frontières est un peu plus importante en 2009 qu'en 2008. Au détriment des crédits consacrés à l'intégration, qui chutent de plus de 50 %."*
- 23 *"Le programme Immigration et asile, consacré aux reconduites à la frontière, [...] se porte bien, merci ! Les crédits restent à un niveau élevé de plus de 430 millions d'euros pour 2009. Le programme Intégration et accès à la nationalité française – qui comprend les formations linguistique et civique des immigrés, la lutte contre les exclusions et les discriminations, etc. –*

est, lui, largement réévalué à la baisse. Au total, les crédits chutent de 56,6 %. On passe d'environ 180 millions d'euros pour 2008 à environ 78 millions d'euros pour 2009", répartis comme suit : pour "l'accueil, l'intégration des étrangers primo-arrivants et l'apprentissage de la langue française 43 473 800 euros en 2008. Pour 2009, 15 000 000 euros ont été votés. Soit une perte de 65,5 %".

- 24 En 2008, étaient réservés aux "autres actions d'intégration des étrangers en situation régulière", 131 377 569 euros, contre 59 500 000 euros prévus pour 2009 (- 54,7 %). L'aide au retour et à la réinsertion a été divisée par deux, passant de 3 000 000 euros à 1 500 000 euros.
- 25 Le pôle "naturalisation et accès à la nationalité" est finalement le seul dont le budget ait été un peu relevé (+ 22 %), en bonne partie à cause des plaintes de l'administration, qui ne "pouvait gérer des dossiers dont [elle] n'avait pas les moyens de connaître les contenus".
- 26 Pour *Le Monde* du 21 février, M. Hortefeux a ramené "la politique d'intégration du ministère à une 'peau de chagrin'". La baisse des crédits alloués à l'intégration (ramenés donc à 78 millions d'euros, "40 millions partant à la politique de la ville"), s'expliquerait, selon l'entourage du ministre, par "une clarification' du périmètre d'intervention du ministère" : "L'action du ministère a été recentrée sur l'admission des nouveaux arrivants sur le territoire et leur suivi pendant les cinq premières années de leur présence en France. [Un] périmètre 'clarifié' [qui] exclut désormais tout ce qui a trait à la lutte contre les discriminations, la promotion de l'égalité des chances, la diversité. [...] La politique d'intégration du ministère, qui s'adressait jusqu'alors aux 5 millions d'immigrés (étrangers ou naturalisés) présents en France, n'a plus pour public cible que les quelque 110 000 migrants arrivant en France chaque année."
- 27 Pour Michel Feher, président de l'association Cette France-là : "Nicolas Sarkozy dit qu'il ne faut pas pénaliser les étrangers qui ont fait l'effort d'être en règle. Pour mieux intégrer les uns, il faudrait expulser les autres et, à cette fin, les interpeller. Mais sur quels critères ?
- 28 En ciblant ceux qui ont l'air étranger. Le climat de suspicion que crée une telle pratique ne peut qu'avoir un impact négatif sur ceux que l'on cherche à intégrer (sans parler des 'minorités visibles', pourtant bien françaises) et tend en outre à dissuader les immigrés 'choisis' de venir en France." (*Libération*, 25 février.)

Le comment du bilan

- 29 "Pour le syndicat Unsa, majoritaire au sein de la police, 'la politique du chiffre mène à des dérapages' inévitables. 'Les personnes des minorités visibles sont effectivement deux fois plus contrôlées que les autres et elles le ressentent douloureusement', a renchéri Michel Guerlavais, secrétaire national de l'Unsa chargé des questions de droits de l'homme." (*LeMonde.fr*, 12 janvier.) Le 20 février, sur son site, le JDD rend compte du fait que "la Croix-Rouge et le Croissant rouge se sont alarmés vendredi des conditions dans lesquelles les migrants en situation irrégulière sont actuellement renvoyés de force vers leur pays d'origine".
- 30 Plus tranchant, Didier Pourquery, le 13 janvier, écrit à propos de Brice Hortefeux : "Son patron lui avait demandé d'éloigner 26 000 immigrés, la police annonce 29 799 reconduites à la frontière [...]. Voilà un ministre performant comme les aime Nicolas Sarkozy ! Et tant pis si dans le lot, depuis vingt mois, nous avons vu des bébés en garde à vue, des enfants en rétention, des familles brisées... et des fonctionnaires de préfectures ou d'autres organismes publics servir de supplétifs aux policiers chargés des expulsions. La France [...] est devenue un pays où les centres de rétention nous font honte et où les drames

familiaux chez les immigrés sans papiers, à côté de chez nous, nous choquent jour après jour.” (Libération.)

- 31 *L'Humanité* du 13 janvier rapporte les propos d'un certain “Lionel, fonctionnaire à la PAF, qui dit s'apprêter à quitter la police, après une dépression” : “L'an prochain je quitte la police [...] parce qu'on ne parle même plus d'humains, on ne parle même plus d'affaires. On ne parle que de barrettes, de chiffres. S'il y a encore quelques années, on privilégiait encore le qualitatif au quantitatif, aujourd'hui, c'est fini. Au point que, paradoxalement, il n'est même plus intéressant d'arrêter un passeur : non seulement cela va prendre du temps, ce qui est très mal vu par notre hiérarchie, mais, surtout, parce que c'est lui qui vous fournit votre matière première, qui vous permet de faire votre quota d'interpellations. Je ne suis pas devenu policier pour ça.”
- 32 *Libération* du 25 février rend compte de l'ouvrage *Cette France-là* (La Découverte) et notamment de la partie consacrée aux “rouages de la machine à expulser” : “Pour parvenir à ses objectifs d'expulsion d'étrangers en situation irrégulière, le ministère de l'Immigration mobilise tous les rouages de l'État et de la société.” Et le quotidien de donner un “coup de projecteur sur plusieurs acteurs de la mobilisation anti-immigrés”, la plupart briffés “aux techniques managériales d'évaluation et de motivations importées du secteur privé”.
- 33 Qui sont ces acteurs ? Les préfets et les préfetures transformées parfois en souricières, les juges, les policiers à qui il faut donner “l'envie et les moyens d'interpeller” ou les maires qui hésiteraient “de moins en moins à appeler les préfetures lorsque des candidats au mariage dépourvus de papiers se présentent dans leurs mairies, ou encore à refuser l'accès à l'école ou à la cantine scolaire à des enfants dont les parents sont en situation irrégulière” ?
- 34 Pour Jérôme Valluy, professeur et chercheur à Paris-I Panthéon-Sorbonne et au Centre d'études africaines, “sur le plan humain, il y a eu aggravation de ce que subissaient déjà les sans-papiers (traques, rafles, violences, enfermement...) et, plus largement, les étrangers (xénophobies, stigmatisations...) dans la vie quotidienne de la cité. Sur le plan symbolique, il y a eu renforcement de l'acceptation, par la société française, du nationalisme d'État que reflète ce ministère. [...] On assiste à des comportements nouveaux, comme la délation auprès des autorités. C'est le nationalisme xénophobe d'État qui légitime, banalise et normalise cette relation pathologique à l'étranger”.
- 35 Cette “remontée du nationalisme [...] est propulsée [...] par des élites dirigeantes, technocratiques et politiques, qui imposent leurs conceptions des problèmes publics prioritaires [...]”. S'il y a un problème entre l'immigration et l'identité nationale, il ne provient pas du nombre d'étrangers mais de la place qu'occupe aujourd'hui l'enjeu national dans les débats politiques”. (*L'Humanité*, 13 janvier.)
- 36 À propos de délation, “le 3 février, la Caisse primaire d'assurance-maladie de l'Yonne a dénoncé à la police un sans-papiers angolais qui était venu, accompagné d'un responsable d'Emmaüs, retirer son attestation d'aide médicale de l'État (AME). [...] Le directeur de la Caisse a revendiqué cette procédure au nom du ‘professionnalisme’ et a affirmé que ses agents ont agi ‘sans zèle, ni faiblesse’”. (*Libération*, 25 février.)

Éric Besson : l'après-bilan

- 37 Besson arrive ! D'entrée, il précise dans *Le Monde* du 20 janvier : “Je n'ai pas de problème avec ce concept. L'identité nationale c'est l'identité républicaine. [...] L'identité nationale ce n'est pas le nationalisme. Dire qu'on ne peut associer immigration et identité nationale, c'est une tartufferie. Il y a une dialectique évidente entre les deux. La France est une terre de métissage et

l'immigration l'a enrichie. Mais il y a une tension, c'est évident. Nous avons échoué dans le fait que les jeunes qui sifflent La Marseillaise ne se reconnaissent pas en tant que Français. On doit donc traiter ce problème."

- 38 *"Éric Besson a redit qu'il comptait mettre l'accent sur l'intégration, non seulement de ces derniers mais celle aussi des Français d'origine étrangère. Dans ce domaine, son prédécesseur lui laisse un budget fortement amputé (77,8 millions pour 2009 contre 195 millions en 2008) et recentré sur les seuls migrants venant d'arriver." (LeMonde.fr, 16 janvier.)*
- 39 *Depuis sa nomination, Éric Besson a donné quelques signes sur plusieurs dossiers. À Calais, il "promet une solution avant le 1^{er} mai. [...] Il fallait fermer Sangatte. La situation est meilleure aujourd'hui, nous n'allons pas recréer un nouveau Sangatte, ni de Sangatte édulcoré, c'est une certitude". (LeMonde.fr, 27 janvier.) Pour la députée socialiste George Pau-Langevin, "aucune solution n'a été trouvée pour les nombreux exilés qui errent dans toute la jungle du Calais et passent de centre de rétention en centre de rétention". (Le Figaro du 13 janvier.)*
- 40 *Côté tests ADN, "Éric Besson s'interroge" : "Mon intuition, c'est que, de toute façon, dans tous les cas de figure, il ne pourrait y avoir que peu de cas d'application, parce que la loi a été tellement encadrée à la suite de la polémique que vous connaissez que son effet sera de toute façon mineur." (Nouvelobs.com, 18 février.)*
- 41 *Des cours de français obligatoires – et gratuits – dès le pays d'origine pour certains candidats à l'immigration en France concerneraient 8 500 personnes en 2009. "Peu importe le niveau atteint, en réalité seule devrait compter l'assiduité aux 40 heures de cours imposées. Pour Éric Besson, 'il s'agit d'anticiper le parcours d'intégration de ces personnes, afin qu'une fois en France elles puissent rapidement trouver un logement et un emploi'." (20 minutes, 13 février.)*
- 42 *Dans un Talk du 18 février avec LeFigaro.fr, le nouveau ministre déclare : "Il y aura [...] un moindre besoin de main-d'œuvre, c'est prévisible. Ça n'empêche pas qu'il y a des métiers en tension. Il faut manier cela avec beaucoup de précaution parce que vous avez noté que, partout dans le monde et un peu en Europe, on est en train d'assister à des montées de xénophobie." "Prévisible", ce "moindre besoin de main-d'œuvre"? Pour Catherine Wihtol de Wenden : "Le déclin démographique est un puissant facteur de prise de conscience pour les nations développées : elles ont à la fois besoin de remplacer leur population vieillissante et de développer des emplois répondant à ce vieillissement. D'où la concurrence à laquelle se livrent les pays développés pour attirer les migrants très qualifiés. Mais dans le même temps, ils persistent dans l'idée qu'il faut fermer les frontières aux autres, alors même que leurs besoins en main-d'œuvre peu qualifiée sont aussi, si ce n'est plus, importants." (Le Monde, 8 janvier.)*
- 43 *Mais si l'on veut savoir pourquoi la France a besoin d'immigrés, il faut lire l'enquête "Conditions de travail" 2005 réalisée par le ministère du Travail, dont rend compte le site du Figaro le 24 février. "Les quelque 1,5 million de salariés immigrés sont plus exposés que les autres à des conditions de travail 'pénibles', 'monotones', et privés d'informatique et de collègues. [...] Sont comptés comme immigrés les 4 % de salariés de nationalité étrangère, et les 3 % de salariés nés étrangers à l'étranger et devenus Français. [...]"*
- 44 *Ces salariés travaillent plus dans le bâtiment (14 % d'immigrés, surtout étrangers, contre 7 % en moyenne parmi les salariés), dans l'entretien (12 %) ou comme employées de maison (28 %). [...] Environ la moitié des étrangers (52 % des hommes et 48 % des femmes) disent rester 'longtemps dans une posture pénible', contre environ un tiers des non-immigrés (respectivement 36 % et 30 %). Les étrangers déclarent moins souvent d'autres contraintes physiques (charges lourdes,*

vibrations, travail au froid, à la chaleur, fumées, produits dangereux, bruit élevé), en partie à cause de leur plus grande propension à tenir pour naturelles des conditions de travail difficiles.”

La grande idée de Besson

- 45 M. Besson a signé le 5 février une circulaire permettant à des sans-papiers d'obtenir des titres de séjour temporaires de six mois minimum en échange d'une "coopération" avec la police. *"Si une condamnation effective est prononcée, la victime pourra obtenir une carte de résident de dix ans, selon M. Besson."* (LeMonde.fr, 11 février.)
- 46 *"Plusieurs associations [ont] accusé le ministre d'inciter les immigrés clandestins à la 'délation', un terme récusé par le ministre. 'Évidemment qu'il s'agit d'une dénonciation', a-t-il estimé. Le 11 février, il déclarait déjà qu'il n'y avait 'que des élites tordues pour parler de délation'."* (LeMonde.fr, 17 février.)
- 47 Pour Stéphane Maugendre, président du Gisti, *"la délation, par principe, est toujours sujette à caution. Sur un plan moral, c'est moralement condamnable. Et je pense que c'est aussi assez irréalisable. [...] Le seul intérêt serait que l'étranger dénonce tout le réseau, mais comme il ne connaît que le petit passeur en bout de chaîne, quel intérêt ? Et puis il risque d'y avoir des dérives, des mesures de rétorsion sur la famille restée au pays, des règlements de compte intra-familiaux. Le type qui dénonce va mettre en péril sa vie et celle de ses proches"*. (Hexagone, 4 février.)
- 48 Sur le site de L'Express, le 5 février, Christophe Gesset, conseiller technique du syndicat de police Synergie-officiers, explique qu'il *"existe différents types de filières", des plus improvisées (africaines) en passant par celles "classiques" d'Europe centrale et de l'Est qui "contrôlent" durant le passage jusqu'à la plus "mafieuse", la filière chinoise : "C'est une des plus organisées. Le passage d'un clandestin y est très structuré. [...] Les personnes qui arrivent à rentrer illégalement sur le territoire restent à la disposition des filières jusqu'à ce qu'ils arrivent à rembourser le prix de leur voyage – en 2000, un ticket coûtait 120 000 francs soit 18 293 euros environ."*
- 49 M. Gesset ignore si la mesure d'Éric Besson fonctionnera. *"En tout cas, cette initiative offre un système de protection aux informateurs puisque la régularisation peut favoriser de meilleures conditions de vie pour le migrant. Aussi, c'est grâce aux informateurs qu'on arrive à contenir les filières d'immigration clandestine. Reste une inconnue : le migrant osera-t-il dénoncer sans craindre des représailles sur sa famille restée au pays ? La coopération internationale doit jouer."*

RÉSUMÉS

La grande affaire de ce début d'année aura été la "fierté" de M. Hortefeux de présenter son bilan. Tandis que le ministre s'apprête à changer de maroquin – il s'en va remplacer Xavier Bertrand au ministère du Travail –, c'est Éric Besson le Marrakchi – il est né à Marrakech – qui hérite de la difficile mission de satisfaire aux exigences présidentielles de reconduites à la frontière. Les desiderata élyséens pour 2009 se chiffrent à "27 000 expulsions", (Nouvelobs.com, 15 février).